

Les nouveaux risques obligent à repenser les stratégies occidentales

Tandis que progressent les négociations sur le désarmement entre l'Est et l'Ouest, il y a tout lieu de penser que les ventes d'armes au tiers-monde — et pas seulement à l'Irak, aujourd'hui objet de scandale — vont encore s'intensifier. De nouvelles tensions seraient alors à craindre. Devant les risques proprement cataclysmiques menaçant désormais la planète, Maurice Bertrand poursuit sa réflexion sur l'aménagement d'un système de sécurité mondiale et suggère une réorientation des stratégies occidentales.

Les lieux communs pleuvent au sujet du « changement » qui, depuis 1985, bouleverse les règles du jeu politique et les structures de la société. On se réjouit de la « faillite du communisme » constatée par M. Gorbatchev et qui a entraîné à « une vitesse inattendue », dont chacun s'émerveille, des transformations que « nul n'avait prévues ». On parle aussi volontiers de l'émergence de « nouveaux géants économiques », du « monde multipolaire qui est en train de naître » et de l'« interdépendance » qui impose de nouvelles contraintes aux États nations, notamment celle de respecter des « politiques de rigueur » indispensables à la croissance des pays riches et au développement des pays pauvres. On admet qu'il faut réfléchir à une « nouvelle conception de la sécurité » et s'engager prudemment dans une désescalade quantitative sur le plan des armements, mais on continue de penser que les États-nations restent des « monstres froids » qui doivent continuer à « préparer la guerre, s'ils veulent la paix ». D'autant qu'il reste essentiel de faire face aux menaces pouvant résulter du « renouveau des nationalismes » (en Europe de l'Est, en URSS) et de la « prolifération », dans un tiers-monde instable et sujet aux « intégrismes », d'armes puissantes pouvant mettre le Nord en danger...

L'ennui est que les lieux communs ne sont pas neutres. Ils impliquent une philosophie. Or ce mélange de conception événementielle de l'histoire, de *Realpolitik* de type bismarckien, de monétarisme dédaigneux des problèmes sociaux et d'acceptation réticente de nouvelles tendances mal définies est d'une pauvreté intellectuelle qui commence à devenir lassante. D'autant que cette vision des choses est démentie à tout instant par des événements qui ne trouvent pas place dans cette analyse.

Aussi, en dépit du fait que les théories ne sont pas à la mode et que l'on se méfie de toutes les explications ayant un aspect systématique et abstrait, le soupçon que des forces profondes sont au travail commence à poindre dans quelques esprits. Il n'est nullement nécessaire d'être marxiste pour penser que les conditions économiques ont des conséquences sur les comportements politiques et sur le mouvement des idées : la stratégie de la construction européenne repose sur cette philosophie, et tout un chacun parle de « monde postindustriel » et du « prodigieux développement électronique » en train de transformer la vie.

Il n'est donc plus du tout absurde de penser qu'il puisse exister une relation directe entre les modifications des bases techno-économiques et le processus de changement spectaculaire auquel nous assistons. En revanche, si, au lieu de se contenter d'idées vagues, on tente de formuler cette relation de façon plus précise, on s'aperçoit que cette hypothèse conduit à une stratégie politique radicalement différente de celle qui a le soutien des gouvernements occidentaux.

De l'ère industrielle à l'ère électronique

1. Si ce sont des forces techno-économiques qui sont en train d'imposer les transformations structurelles de la société moderne, le « changement » revêt une tout autre dimension. Il s'agit du passage d'une ère à une autre, d'une ère, que l'on peut qualifier d'« industrielle et clausewitzienne » à une autre ère que l'on peut appeler « électronique et nucléaire ».

2. Ce phénomène de nature économique et militaire concerne directement les pays industrialisés du « Nord », indirectement seulement les pays et régions pauvres du « Sud » ; l'ère nouvelle ne fait, d'autre part, qu'accélérer des transformations déjà commencées au cours de l'ère industrielle ; nous sommes dans une période de transition.
3. L'entrée dans l'ère nucléaire s'effectue avec quarante ans de retard. Quand Niels Bohr, en 1943, à Los Alamos, au moment de la mise au point de la première bombe A, diagnostiquait que « *la nouvelle arme ne contribuera pas seulement à transformer la guerre, mais exigera de l'humanité d'abandonner son habitude ancestrale de faire la guerre* ¹ », il ne se doutait pas qu'il faudrait plus de quatre décennies d'opposition Est-Ouest et de développement de part et d'autre de panoplies nucléaires complètes pour qu'on reconnaisse enfin que les analyses de Clausewitz n'étaient plus applicables. Ce n'est que le jour où l'on a fini par admettre que la construction progressive de la confiance par des mesures appropriées pourrait remplacer la défiance et donc la « dissuasion » que le renversement des conceptions de sécurité a commencé de se produire.
4. Cette reconnaissance retardée s'explique par le fait qu'en matière de structure sociale l'ère électronique vient seulement d'atteindre un seuil d'où s'établissent de nouveaux rapports de forces politiques à l'intérieur des pays. Au niveau des orientations données à l'action politique, les besoins ressentis et exprimés par les opinions publiques ont changé de nature : la recherche de l'enrichissement collectif et individuel implique une conception essentiellement constructive et pacifique.
Les satisfactions ou gloires nationales ne se situent plus dans la conquête des drapeaux ennemis, mais dans les grandes réalisations techniques ou économiques (à peine corrigées pour les classes les moins cultivées par les exploits sportifs des équipes nationales, substituts des batailles militaires) ². Ce n'est pas un hasard si les politiques de gauche ressemblent de plus en plus aux politiques de droite ³. Elles expriment les mêmes besoins.
5. Au niveau du jeu politique interne, un nouveau type de relations dirigeants-dirigés est en train de s'établir dans lequel la manipulation devenue plus savante connaît en fait ses limites. Elle doit tenir compte des orientations d'une opinion de plus en plus capable de vérifier si la conduite des affaires publiques est conforme à ses vœux : les classes dirigeantes se divisent en groupes distincts, aux fonctions et aux intérêts divergents (intellectuels, producteurs, informateurs, politiciens), créant ainsi un meilleur contrôle du pouvoir, largement facilité par des moyens d'information et de communication instantanés et ignorants des frontières. Ce mouvement de constitution de classes moyennes, de développement parallèle de l'éducation au niveau secondaire et supérieur et d'explosion des capacités d'information est déjà largement amorcé depuis 1945. Mais c'est seulement depuis le milieu des années 80 que toutes les conséquences en sont apparues, aussi bien dans les pays de l'Est par le renversement de régimes inadaptés qu'à l'Ouest par une pression croissante vers le désarmement et la paix.
6. C'est en effet cette évolution qui explique que les peuples du « Nord » aient découvert seulement en 1985 que la guerre ne pouvait plus être « *la continuation de la politique par d'autres moyens* ». Dans la mesure où l'identité militaire et l'identité nationale se sont confondues au cours de l'ère clausewitzienne, la « disparition de l'ennemi », en supprimant la première, met en question la seconde. C'est en fonction de structures mentales héritées de

¹ Cité par Strobe Talbot, dans *Paul Nitze. The Master of the Game*, New-York, 1988.

² "Le football, c'est la guerre", *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

³ "L'extrême droite sur les ruines d'une gauche sans projet", *le Monde diplomatique*, juillet 1990.

l'ère précédente que l'on parle encore de « défense nationale ». Pour les pays du « Nord », et en particulier les pays européens, les risques d'agression en provenance de leurs voisins immédiats ont disparu. La petite Suisse par exemple peut maintenir des défenses à ses frontières françaises, allemandes ou italiennes ; comme dans le désert des Tartares, l'ennemi ne s'y présentera plus jamais. Les risques de contagion de rébellions nationalistes locales en Europe de l'Est ou en URSS sont nuls ; les opinions publiques ne sont pas prêtes à subir d'autres Sarajevo. Les « défenses nationales » s'étaient déjà fondues depuis les années 50 dans les alliances. Les alliances à leur tour perdent leur sens pour faire place à une véritable « communauté de sécurité »⁴ que l'on va essayer d'ébaucher demain au sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), mais dont la logique s'impose déjà d'elle-même pour l'ensemble des pays du Nord.

7. La caractéristique la plus évidente de l'ère électronique est l'établissement d'un marché mondial, et l'adaptation à ce marché de structures d'entreprises de plus en plus vastes, tendant vers une situation d'oligopole ou de monopole planétaire. Quand les sociétés transnationales qui effectuent 70 % du commerce international⁵ s'absorbent mutuellement, en dépit des mécanismes protectionnistes qui tentent de résister à cette irrésistible concentration, il devient dérisoire de parler seulement d'« interdépendance ». Le phénomène dont il s'agit n'est autre que l'intégration économique de la planète.
8. Cette intégration économique ne peut pas ne pas entraîner une intégration sociale : on ne pourra pas maintenir très longtemps la division en compartiments distincts, pour le niveau des salaires et des conditions de vie, d'un espace économique en cours d'unification. Or, si l'intégration sociale entre les deux Allemagnes fait aujourd'hui problème, il est évident que l'intégration sociale de quatre milliards de « pauvres » et d'un milliard de « riches » présente toutes les caractéristiques d'un phénomène cataclysmique ; d'autant que les quatre milliards vont passer à huit dans les trente prochaines années⁶ et que leur niveau de vie, entre cinquante et deux cents fois moins élevé que celui des riches, n'a tendance ni à s'accroître ni à rattraper celui des pays industrialisés.
9. La première conséquence de cette situation sera inévitablement, au moins dans un premier temps, l'accélération des migrations du Sud vers le Nord. Le développement de l'information, de la circulation des idées et de l'éducation rend une partie croissante de ce prolétariat planétaire à même de mesurer les différences, de se persuader que les grands principes des droits de l'homme, y compris les droits économiques et sociaux, doivent être appliqués partout, et aussi de mieux connaître et de mieux envier la richesse des riches. Bien avant que soient atteints les chiffres de population mentionnés ci-dessus, ces masses se mettront d'une manière ou d'une autre en mouvement. Et, si rien n'est fait pour donner à ces peuples prolétaires des raisons de rester chez eux, ces mouvements massifs seront irrésistibles. « Intégration » signifiera donc, à brève échéance, possibilité de « désintégration », sauf si le « Nord » était capable de concevoir et de mettre en oeuvre à temps des plans suffisamment ambitieux pour tenter de contrôler le phénomène.
10. Le nouveau jeu de forces politiques qui résulte des modifications précitées tend à susciter de nouvelles structures institutionnelles dans le domaine de la sécurité et de l'économie. Les

⁴ "Les dangers d'une "communauté de sécurité" du Nord contre le Sud", *le Monde diplomatique*, février 1990, et "Des idées neuves pour asseoir la sécurité mondiale", *le Monde diplomatique*, mai 1989.

⁵ Centre des Nations unies sur les firmes transnationales, *les Sociétés transnationales dans le développement mondial*, 1989.

⁶ Lire le dossier "Démographie, développement, démocratie... et immigration", *le Monde diplomatique*, mai 1990.

États nations conservent des compétences multiples et leurs attributions culturelles, mais ils tendent à perdre leurs responsabilités traditionnelles pour la défense et la réglementation économique. Si l'on a pu croire que les forces économiques conduisaient essentiellement vers de nouvelles structures régionales du type CEE, ce mouvement tend aujourd'hui à s'élargir à des structures transcontinentales, notamment en matière de sécurité (les trente-cinq pays de la CSCE), et à imposer de plus en plus une structuration planétaire.

Priorité aux menaces non militaires

Si l'hypothèse ainsi formulée était correcte, il faudrait entièrement réviser l'orientation actuelle des politiques et des stratégies occidentales. La politique qui résulterait de cette analyse ne devrait pas être fondée sur un faux imaginaire de menaces militaires, mais sur une mesure réaliste des risques — non militaires, mais cataclysmiques — résultant du phénomène d'intégration planétaire. Tout en tenant compte du fait qu'une reconversion des politiques actuelles ne peut se faire que par étapes progressives, il faudrait :

- accélérer par tous les moyens les négociations sur le désarmement, accepter la suppression complète de certaines catégories d'armes comme les missiles de croisière, intégrer dans les négociations les recherches de nouvelles armes, commencer à réduire unilatéralement les budgets militaires, remplacer les systèmes d'alliance périmés par un système de sécurité fondé principalement sur les mesures de vérification, contrôle, contrainte et confiance, au niveau de l'ensemble des pays du Nord ;
- engager des négociations avec les pays du Sud pour les inclure dans un système de sécurité planétaire fondé lui aussi sur la réduction des armements et sur les mesures de contrôle réciproque ;
- accorder la priorité aux menaces non militaires, tels que les risques d'accélération de migrations massives du Sud vers le Nord, les risques de dégradation de l'environnement planétaire ;
- établir des plans ambitieux, à négocier avec les pays où les risques d'émigration massive sont les plus graves, afin d'accélérer leur développement ⁷, trouver les ressources financières suffisantes pour ces plans, ainsi que ceux concernant la protection de l'environnement au niveau planétaire — mettre en accord les budgets de sécurité avec la nouvelle conception de la sécurité, en d'autres termes effectuer une nouvelle répartition des centaines de milliards de dollars affectés aujourd'hui aux seules dépenses militaires. Les derniers chiffres publiés estiment à 1 000 milliards de dollars le montant des dépenses militaires dans le monde ; une nouvelle répartition de ces sommes entre des budgets militaires très réduits et le financement du contrôle de l'intégration économique, sociale et environnementale mondiale permettrait de soutenir des politiques ayant quelque efficacité ;
- définir à l'échelle mondiale une politique monétaire compatible avec ces besoins de sécurité ; examiner si une politique d'inspiration keynésienne au niveau mondial ne serait pas mieux adaptée que les actuelles politiques d'inspiration monétariste aux énormes besoins à satisfaire ;
- s'attaquer au problème de la construction d'institutions mondiales crédibles et efficaces, capables de dresser face aux nouveaux pouvoirs économiques des sociétés transnationales un système politique moderne et permettant un contrôle satisfaisant : soit en réformant

⁷ Cf. la proposition de conférence sur la sécurité et la coopération en Méditerranée faite par les Espagnols et soutenue par les Italiens.

fondamentalement le système actuel périmé et impuissant d'organisations mondiales, soit en en créant un nouveau à partir d'un élargissement et d'une institutionnalisation raisonnable des mécanismes des sommets.

Ne pas adopter ces orientations — par exemple, comme aujourd'hui en France, continuer à augmenter le budget militaire, tenter d'échapper au désarmement nucléaire et conventionnel, développer même de nouvelles armes (aussi inutilisables que le Hadès), persister à distribuer aux pays du Sud une aide dérisoire, à soutenir les politiques antisociales d'ajustement dans le tiers-monde — serait, si l'hypothèse exposée ci-dessus était exacte, une erreur dramatique, dangereuse pour la survie économique et culturelle du pays.

C'est dire qu'un débat théorique approfondi sur les causes et la nature du « changement » en cours peut avoir quelque intérêt.

Maurice Bertrand